Les intérimaires victimes de la double-imposition

A.K.

Régulièrement des intérimaires frontaliers sont victimes d'une double-imposition, alors qu'ils devraient bénéficier d'une convention fiscale.

Un problème récurrent, alors que les salariés intérimaires devraient bénéficier des mêmes "avantages" que les travailleurs frontaliers. « Payer leur impôt sur le revenu au pays de résidence, donc à la France », explique Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers de Moselle.

• En théorie

Plusieurs critères doivent être réunis pour que la convention fiscale franco-allemande s'applique. Les intérimaires doivent résider en Moselle, dans le Bas-Rhin ou le Haut-Rhin, et ne pas avoir travaillé plus de 45 jours durant l'année en dehors de la zone frontalière allemande, « la Sarre pour la plupart ».

Dès lors, ils sont exonérés de l'impôt allemand sur le revenu, qu'ils soient employés par une agence française ou allemande. « Lorsqu'ils déclarent leurs revenus, ils doivent remplir un formulaire spécifique », censé éviter la double imposition, qu'ils transmettent à leur employeur. « Ce dernier atteste de ses missions », poursuit Arsène Schmitt.

Le dossier est ensuite envoyé à l'administration fiscale allemande qui doit délivrer une attestation d'exonération.

• Dans la pratique

En réalité, de nombreux intérimaires sont victimes de la double-imposition. « Les services fiscaux allemands estiment qu'ils pourraient travailler en dehors de la zone

frontalière. Par quel raisonnement juridique, peuvent-ils présumer de leurs intentions et prélever un impôt qui n'est pas encore dû ? », s'interroge le comité.

Des intérimaires sont contraints à payer l'impôt sur le revenu en Allemagne et en France, « s'ils y ont travaillé au moins les deux-tiers de l'année précédente. »

• **Recours**

Faute de certificat d'exonération, ils doivent remplir une déclaration fiscale complexe pour demander le remboursement de l'impôt versé à tort en Allemagne, « justifiant qu'ils ne sont jamais sortis de la zone frontalière, poursuit Arsène Schmitt. Ils mettent parfois des mois à récupérer leur dû. »

Pour le comité de défense, l'Allemagne viole régulièrement la convention fiscale. Une situation dénoncée au ministre du Budget français, Gérard Darmanin, et prochainement à son homologue allemand. « L'administration fiscale allemande a tous les moyens pour contrôler la mobilité éventuelle de l'intérimaire à partir des relevés de missions de l'employeur. Les services fiscaux peuvent également s'échanger toute information utile et prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à un dérapage quelconque. »

**Le comité appelle
les salariés concernés
à le contacter
au 03 87 95 53 41.**